

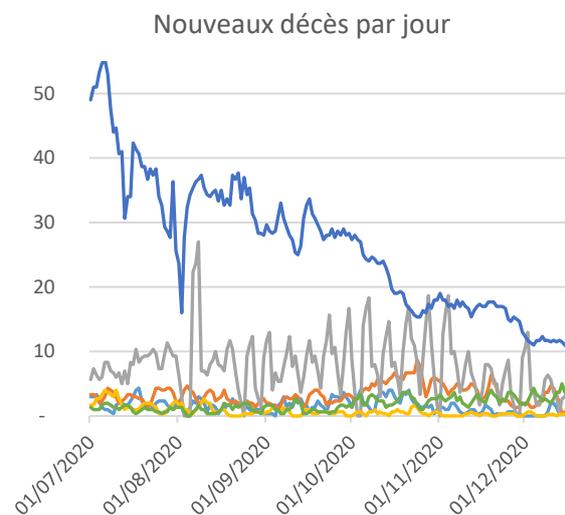
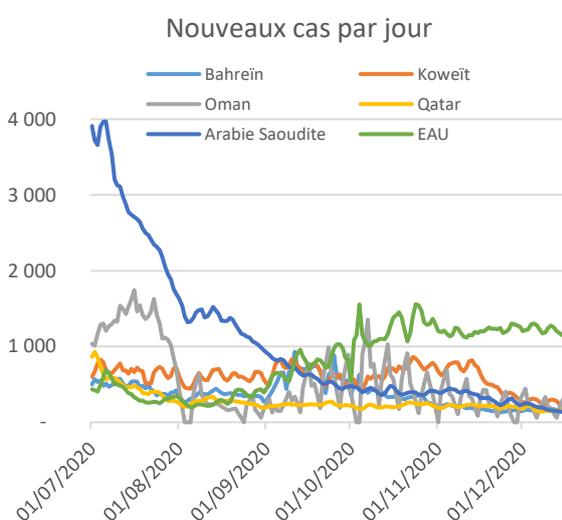


Brèves économiques de la Péninsule Arabique

Semaine du 11 au 17 décembre 2020

Brèves régionales

- Selon l'OMS, en moyenne, 2 128 nouveaux cas de Covid-19 ont été enregistrés quotidiennement au cours des sept derniers jours, un niveau en baisse de 5% par rapport à la semaine dernière, dans les pays du CCEAG. Le nombre de décès causés par le virus reste limité, à 21 par jour en moyenne sur la semaine, autant que la semaine précédente. Au 17 décembre, l'OMS dénombre 1 051 559 contaminations et 9 668 décès dans les pays du CCEAG depuis le début de la pandémie de Covid-19.



- Une réunion s'est tenue le 14 décembre entre les ministres de l'énergie américains, bahreïnien, émirien et israélien afin d'étudier la collaboration dans le secteur de l'énergie. Les États-Unis souhaiteraient organiser une conférence sur le sujet en janvier à laquelle ont été également conviés l'Arabie Saoudite, Oman, le Soudan, le Maroc, l'Autorité palestinienne et la Jordanie
- Les EAU arrivent en tête des pays du CCEAG dans le classement sur le développement humain réalisé par le PNUD. Ils se placent à la 31^{ème} position sur 189 pays (-1 par rapport à 2018) et sont suivis par l'Arabie saoudite, 40^{ème} (au même rang qu'en 2018), Bahrein, 42^{ème} (+1), le Qatar, 45^{ème} (au même rang qu'en 2018), Oman, 60^{ème} (-4) et enfin le Koweït, 64^{ème}

(-2). L'indice de développement humain (IDH) intègre trois facteurs : l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'éducation et le revenu national brut par habitant.

Arabie Saoudite

- Adopté en conseil des ministres le 15 décembre 2020, le budget de l'Etat saoudien pour l'année 2021 prévoit des dépenses de 264 Md USD, en diminution de 2,9% par rapport au budget 2020 (272 Md USD) et des recettes de 226 Md USD. Le déficit budgétaire estimé pour l'exercice fiscal 2020 de 50 Md USD, soit 6,4% du PIB, s'inscrit en forte hausse de +43% par rapport à l'année précédente (35 Md USD, 4,7% du PIB). Le Ministère des Finances espère réduire son déficit à 37,6 Md USD (4,9% du PIB) en 2021, en baissant ses dépenses de 7,3%. Préparé dans un environnement de crise sanitaire mondiale, de ralentissement de la croissance globale et de fortes incertitudes sur l'évolution du prix du baril de Brent, le budget 2021 retient une hypothèse de croissance de +3,2% proche de la prévision du FMI de 3,1% et une prévision d'inflation de +2,9% (3,7% pour le FMI).
- L'Arabie saoudite a cessé de publier la distribution de ses revenus comme il était de coutume entre : les recettes pétrolières d'une part et les recettes non-pétrolières d'autre part en raison de la cotation à la bourse de Riyad de son géant pétrolier, Saudi Aramco. Le Ministère des Finances a déclaré que la publication de la distribution de ses recettes pourrait aiguiller le marché sur la stratégie de distribution de dividendes du géant saoudien.
- La Banque de développement social (Social Development Bank - SDB) a signé dimanche 13 décembre un accord avec deux banques saoudiennes pour fournir des produits d'épargne innovants et accessibles à la population saoudienne. L'accord a été signé avec Al-Jazira Bank et Bank Saudi Fransi. La SDB avait déjà lancé un programme pour encourager l'épargne en 2018 coïncidant avec la Journée mondiale de l'Épargne. Ce nouveau plan d'épargne s'inscrit dans les objectifs de la Vision 2030, qui vise à augmenter le pourcentage d'épargne des ménages des Saoudiens de 6% à 10% de leurs revenus.
- Le Ministère des Transports a lancé la procédure de pré-qualification pour la création de son Bureau de Gestion de Projet (Project Management Office - PMO). Un premier appel d'offres avait été lancé en 2018, mais n'avait pas abouti. Le PMO du ministère des Transports est l'un des plus importants prévus par Riyad et devrait nécessiter plus de 300 consultants. Son rôle principal sera de superviser le développement des infrastructures de transport dans le pays : routes, voies ferrées, aéroports et ports. Des PMO sont également prévus pour d'autres entités liées au transport telles que l'Autorité générale de l'Aviation civile (GACA), l'Autorité portuaire saoudienne et la Compagnie des Chemins de Fer saoudiens (SAR). La GACA a annoncé qu'elle lancerait le processus de pré-qualification pour son bureau l'année prochaine.

Bahreïn

- L'agence de notation S&P estime que le PIB de Bahreïn baissera de 5% cette année avant de rebondir à 3,5% en 2021. Une hausse d'environ 2,3 % par an est anticipée pour 2022 et 2023.
- Bahreïn n'a pas indiqué quand commencera la vaccination anti Covid avec le vaccin de Pfizer. Le pays, qui avait autorisé en novembre l'utilisation du vaccin chinois Sinopharm sur les agents travaillant en première ligne dans les services de santé, vient d'approuver son usage pour l'ensemble de sa population : les personnes souhaitant se faire vacciner peuvent

s'enregistrer sur un site internet. Cette annonce intervient quelques jours après celle du premier ministre et prince héritier mentionnant la gratuité du vaccin pour tous.

- La compagnie aérienne nationale, Gulf Air, célébrant son 70^{ème} anniversaire en 2020, a reçu la note de cinq étoiles par les passagers ayant votés lors de l'exposition APEX « Future Travel Expérience » qui s'est déroulée les 8 et le 9 décembre. Gulf Air avait obtenu quatre étoiles en 2019.

Emirats arabes unis

- Abu Dhabi Securities Exchange (ADX) et Tel Aviv Stock Exchange (TASE) ont signé un protocole d'entente (MoU) le 16 décembre 2020. Les deux places financières vont explorer les potentielles opportunités de collaboration sur une cotation croisée, le partage de données ainsi que sur de nouvelles technologies financières (Fintech).
- Le fonds souverain Mubadala a annoncé investir au sein de Dorothea, fonds d'investissement créé par la société hollandaise Asper Investment Management Ltd. Dorothea envisage de déployer plus de 2,1 Md AED (500 M EUR) pour la construction de nouveaux réseaux de chaleur urbains aux Pays-Bas en utilisant des énergies renouvelables. La Banque européenne d'investissement (EIB) fait également parti des investisseurs.
- A l'issue de la dernière réunion du Conseil des ministres (Cabinet fédéral) en 2020, Mohammed ben Rachid Al Maktoum, émir de Dubaï, a annoncé la création de nouveaux organes publics, dont un bureau du Ministère des Affaires étrangères contre le blanchiment d'argent, un conseil national de l'entrepreneuriat sous l'égide du Ministère de l'Economie et un conseil de coordination des politiques financières locale et fédérale.

Koweït

- **ERRATUM** : Dans l'édition des brèves économiques de la Péninsule arabique de la semaine du 4 au 10 décembre 2020, le chiffre relatif au pourcentage de parlementaires réélus lors des élections législatives du 5 décembre 2020 n'est pas de 60% mais de 40%.
- Le 14 décembre, le Premier ministre a annoncé la composition du nouveau gouvernement. Sheikh Sabah Al Khaled a choisi de donner une couleur réformiste au deuxième gouvernement qu'il est en charge de former en moins d'un an : sur les seize membres nommés, dix sont ministres pour la première fois. A la satisfaction des milieux d'affaire, les postes clés ont été assignés à des technocrates. C'est le cas du ministère des finances attribué à Khalifa Hamada qui, après avoir servi pendant plus de vingt-cinq ans au ministère des finances jusqu'à en devenir Undersecretary, s'est consacré ces deux dernières années à une activité de consulting privé. C'est également le cas du ministère du commerce et de l'industrie pour lequel Faisal Al-Medlej, ancien directeur du projet de développement des territoires du nord du pays (« Silk city »), a été choisi ; un signal fort de l'exécutif qui manifeste ainsi sa volonté de prioriser les réformes économiques. Enfin, pour le ministère du pétrole, de l'électricité et de l'eau, c'est Mohammed Al-Fares, membre du conseil d'administration de Kuwait Petroleum Corporation (KPC), qui a été nommé. La ministre des travaux publics Rana Al-Fares a été reconduite dans ses fonctions.
- Lors de son discours prononcé devant l'Assemblée nationale qui se réunissait pour la première fois le 15 décembre, l'Emir du Koweït a insisté sur « les graves problèmes et les grands défis » auxquels était actuellement confronté le pays et sur la nécessité de mettre

en place « un programme de réforme complet » pour y répondre. Il a fustigé les « conflits artificiels, disputes et règlements de compte qui sont devenus une source de frustration et de mécontentement pour les citoyens et un obstacle à la réussite ».

- Des sources officielles ont confié au journal Al Rai que le fonds de réserve général géré par la Kuwait Investment Authority (KIA) disposait actuellement d'1 Md KWD (3,27 Md USD) de liquidités. Rencontrant une crise de liquidités sans précédent, le gouvernement aurait réussi à générer 4 Md KWD (13 Md USD) de liquidités ces derniers mois, dont la moitié grâce à un transfert d'actifs de 2 Md KWD (6,5 Md USD) de la holding Al Ajial au fonds de réserve général. La société d'investissement Al Ajial est une holding de participation lancée par KIA pour investir au Maroc. A travers cette opération, la KIA a donc pu générer des liquidités tout en conservant intacts ses actifs afin de ne pas risquer d'affecter la notation souveraine du Koweït.
- La Banque centrale du Koweït (CBK) a publié les données de la balance de paiement du 2^{ème} trimestre 2020. La balance courante a enregistré un surplus de 108,3 M KWD (355 M USD), en baisse de 50% par rapport au trimestre précédent (220,3 M KWD ; 721 M USD). Par ailleurs, les transferts d'argent à l'étranger effectués par les expatriés ont baissé de 22% d'un trimestre à l'autre pour s'établir à 1,05 Md KWD (3,4 Md USD) au 2^{ème} trimestre 2020.
- Le 12 décembre, le ministère de la santé koweïtien a donné son feu vert à l'utilisation du vaccin contre le Covid-19 du laboratoire Pfizer-BioNTech. C'est le 7^{ème} pays à l'autoriser dans le monde.
- Selon la Public Authority for Civil Information (PACI), les frais de résidence des expatriés généreront 31,5 M USD de revenus à l'Etat pour l'année fiscale 2020/21.
- Selon des sources reprises par la presse, le Ministère des Travaux publics a alloué 272 M USD à l'implémentation du système TIC du nouveau terminal de l'aéroport international du Koweït.

Oman

- La production omanaise de pétrole brut a atteint 721 000 barils par jour en moyenne au mois de novembre 2020 (stable sur un mois). Le prix de vente moyen du baril omanais sur le Dubai Market Exchange – pour une livraison en janvier 2021 – a progressé dans le même temps de +6,6% en glissement mensuel à 43,8 USD.
- Suite à la publication d'un décret royal, l'Autorité de régulation des services publics (APSR), déjà en charge de la régulation du marché de l'électricité et du transport de gaz naturel, sera désormais aussi le régulateur du secteur de l'eau et des eaux usées. Sur le volet opérationnel, la gestion de l'eau et des eaux usées du Sultanat sera désormais confiée à Oman Wastewater Company (Haya Water), qui absorbera pour ce faire Public Authority for Water (Diam), et à Dhofar Power Company (pour la région du Dhofar).
- Le ministère du Patrimoine et du Tourisme a annoncé la levée des limitations en matière de capacité d'accueil des hôtels et des complexes touristiques, sous condition d'un strict respect des règles de sécurité sanitaire définies. Les hôtels sont également autorisés à exploiter pleinement leurs installations sportives et récréatives. La capacité d'accueil des salles de bal et des salles de conférence demeure toutefois limitée à 50% jusqu'à nouvel ordre.

Qatar

- Jean-Yves Le Drian, ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, s'est rendu au Qatar les 9 et 10 décembre. Il y a été reçu par l'Emir et a rencontré son homologue, le Ministre des Affaires étrangères, Cheikh Mohammed al-Thani. La visite a permis au ministre de remercier les autorités qatariennes pour leur soutien dans le cadre de la crise sanitaire qui a permis aux Français bloqués en Asie de rentrer en France. Le ministre a fait part de sa volonté de renforcer la coordination bilatérale entre la France et le Qatar dans tous les domaines, notamment en vue des préparatifs et la sécurité pour la Coupe du monde de football 2022 organisée par le Qatar.
- Le budget prévisionnel pour 2021 approuvé le 10 décembre par l'Emir prévoit un déficit pour 2021 de 9,5 Md USD (un peu plus de 5% du PIB). Le budget 2021 est construit sur un prix du baril à 40 USD et retient une hypothèse d'une reprise de la croissance à 2,2% (après -2,6% en 2020). Les autorités espèrent en 2021 collecter 44 Md USD de recettes budgétaires (-24,1% par rapport au budget prévisionnel 2020) et programme des dépenses budgétaires à hauteur de 53,5 Md USD, (-7,5% par rapport aux dépenses prévues dans le budget 2020). Les investissements programmés en 2021 diminueraient significativement (-19,9%) mais se maintiendraient à un niveau important, à près de 19,8 Md USD pour 2021.
- Les autorités qatariennes ont annoncé la mise en place en 2021 d'une charge d'assainissement des eaux usées qui sera reversée à l'autorité des travaux publics Ashghal et qui représentera 20% de la facture d'eau existante.
- La campagne d'inoculation du vaccin Pfizer-BioNTech contre la Covid-19 devrait débuter d'ici la fin du mois de décembre. Les autorités privilégieront dans un premier temps les personnes vulnérables (personnes souffrant de maladies chroniques ou personnes âgées notamment). Cette inoculation nécessitera deux doses, injectée à trois semaines d'intervalle. La vaccination ne sera pas rendue obligatoire au Qatar mais pourrait être exigée pour rentrer dans un stade ou voyager par avion.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional d'Abu Dhabi



Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la direction générale du Trésor et ne reflète pas nécessairement la position du ministère de l'Économie et des Finances.

Publication du Service Economique Régional d'Abu Dhabi

Ambassade de France aux Emirats arabes unis
Etihad Towers, Abu Dhabi
PO Box 4014

Auteur : SER d'Abu Dhabi

Avec le concours des services économiques de Doha, Koweït, Manama, Mascate et Riyad.

© DG Trésor